



## Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

# **Service public de l'eau et de l'assainissement - Réalisation de trois aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisées de pulvérisateurs agricoles pour la lutte contre les pollutions par les pesticides - Aire collective de Saint-Drézéry / Montaud - Aire collective de Pignan / Saussan - Aire collective de Cournonterral / Cournonsec / Fabrègues - Demande de subventions auprès de la Région Occitanie - Approbation**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole porte et anime deux démarches de reconquête de la qualité de l'eau sur les captages en eau potable de Garrigues Basses (Sussargues) et du Flès (Villeneuve-lès-Maguelone), classés prioritaires par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée.

L'aménagement d'aires collectives de remplissage et de rinçage pour les pulvérisateurs agricoles est une mesure phare des plans d'actions, approuvés par la Métropole, pour préserver les ressources en eau. Ces équipements permettent en effet par la récupération et le traitement des effluents phytosanitaires de lutter contre les pollutions ponctuelles tout en offrant à la profession agricole les intérêts suivants :

- moderniser un grand nombre d'exploitations en assurant une mise aux normes des étapes de remplissage et de lavage des pulvérisateurs conformément à l'arrêté du 4 mai 2017 encadrant la gestion des produits phytosanitaires,
- faciliter l'accès à une appellation ou à une certification, par exemple une appellation AOC communale ou la certification Terra Vitis.

La Métropole s'est dans un premier temps impliquée dans l'accompagnement technique et administratif auprès des communes portant des projets localement (Saint Georges d'Orques par exemple).

Avec la prise des compétences de « *lutte contre la pollution* » et de « *protection et conservation des eaux superficielles et souterraines* » inscrites dans ses statuts du 3 décembre 2018, la Métropole est habilitée à réaliser des projets nouveaux afin d'impulser le déploiement de ces infrastructures sur le territoire métropolitain.

L'animation réalisée sur les aires d'alimentation des captages prioritaires a permis cette année de faire émerger trois nouveaux projets sur le territoire :

## **1. Aire d'alimentation des captages de Garrigues Basses et Bérange : Secteur Saint-Drézéry / Montaud**

Une étude d'avant-projet (AVP) pour une implantation du projet à Montaud, sur une parcelle en voie d'acquisition par la commune, est actuellement en cours.

## **2. Aire d'alimentation du captage du Flès : Secteur Pignan / Saussan**

Une étude de faisabilité pour l'implantation du projet sur un terrain de la Métropole à Pignan est en cours de réalisation.

## **3. Aire d'alimentation du captage du Flès : Secteur Cournonterral / Cournonsec / Fabrègues**

Une étude de faisabilité et d'AVP est lancée pour une implantation du projet au sein du hameau agricole de la future ZAC Cannabe à Cournonterral.

Au vu des enquêtes de terrain réalisées, chacune de ces aires pourrait être utilisée par plus d'une vingtaine d'exploitants agricoles avec un rayonnement sur plusieurs communes.

Ces équipements font l'objet chaque année d'appels à projets par la Région pour l'obtention de financements par l'Agence de l'Eau, l'Europe (FEADER) et le Département de l'Hérault, à un taux de 80%. Dans le cadre du Programme de Développement Rural (PDR) Languedoc-Roussillon 2014-2020, un dernier appel à projets doit voir le jour au printemps 2020, il s'agit de la dernière opportunité de financement de ces aménagements selon les critères et modalités actuels.

Le coût estimatif de réalisation des projets, en première approche dans l'attente des chiffrages détaillés par les études d'avant-projets et hors coûts liés au foncier, est de 400 000 € HT maximum par aire collective, soit au total 1,2 millions € HT pour les trois ouvrages.

Le planning prévisionnel prévoit la réalisation des études de conception des projets (phases PRO) en 2020, puis la réalisation des travaux lors de l'exercice 2021, sous réserve d'obtention des subventions.

Le plan de financement prévisionnel comprend 80% de subventions et 20% d'autofinancement de la Métropole, soit un montant de 80 000 € à autofinancer par projet et un total de 240 000 € à autofinancer pour les trois ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- acter la réalisation de ces trois projets d'aires collectives, sous condition de l'obtention des aides financières prévues à cet effet et de définir des modalités de gestion impliquant la profession agricole et les communes concernées,
- solliciter dans le cadre de l'appel à projets 2020 les aides financières au taux de 80% auprès de la Région Occitanie qui en est l'autorité de gestion,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à déposer auprès de l'autorité de gestion trois dossiers de demande de subvention correspondant aux trois projets d'ouvrages précédemment cités,
- dire que les dépenses prévues en 2020, correspondant aux études de la phase PRO, seront inscrites au budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23, sous réserve du vote des crédits correspondants,
- dire que les recettes seront inscrites au budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23, sous réserve du vote des crédits correspondants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111030-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.